

Clans, alliances, rivalités: comment l'extrême droite tisse sa toile en Europe

Dans le sillage de la victoire de Geert Wilders aux Pays-Bas, d'autres scrutins pourraient profiter aux formations souverainistes. Au Parlement européen, les rangs des eurosceptiques risquent de gonfler après les élections de 2024.
Décryptage

Un effet domino? Après l'Italie, la Finlande ou la Suède, le raz-de-marée du Parti pour la liberté (PVV) aux législatives des Pays-Bas le 22 novembre pourrait préfigurer de nouvelles victoires des partis d'extrême droite et populistes en Europe. La formation islamophobe et souverainiste de Geert Wilders est arrivée en tête des élections, en remportant 37 sièges sur les 150 de la Chambre basse. Mais l'ancien libéral n'est pas en mesure de savourer entièrement sa victoire: il peine pour l'instant à former une coalition gouvernementale.

Pieter Omtzigt, le chef de file du Nouveau Contrat social (centre droit) qu'il espérait convaincre, a par exemple, dans un premier temps, fait savoir qu'il rejetait sa proposition. C'est la douche froide. Motif de cette objection? Le programme du PVV prône l'interdiction des mosquées, du Coran et du port du foulard par les musulmanes ainsi que l'organisation d'un référendum sur la sortie des Pays-Bas de l'UE («Nexit»). Un manifeste qui «contient des positions qui à notre avis sont contraires à la Constitution [...]». Nous traçons une ligne rouge», a précisé Pieter Omtzigt dans une lettre. Il a depuis néanmoins accepté d'entrer en discussion.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban a été le premier à féliciter Geert Wilders, saluant un «vent du changement». Juste avant Marine Le Pen. Comment ces partis de droite dure, boostés par la pression migratoire, évoluent-ils pour conquérir le pouvoir? Quid de leurs alliances pour partir à l'assaut du Parlement européen? Le point en sept chapitres.

Chapitre 1: Les 50 nuances d'extrême droite

Disons-le tout de go: le concept même d'«extrême droite» fait l'objet de vifs débats. [Dans sa définition de l'«extrême droite 2.0»](#), Steven Forti, docteur en histoire et professeur à l'Université autonome de Barcelone, liste un minimum de dénominateurs communs:

un nationalisme, un identitarisme ou nativisme marqués,

la récupération de la souveraineté nationale,

la critique profonde du multilatéralisme et, en Europe, un haut degré d'euroscepticisme,

la défense des valeurs conservatrices, de la loi et de l'ordre,

l'islamophobie,

la condamnation de l'immigration comme «invasion», la critique du multiculturalisme et des sociétés ouvertes,

l'anti-intellectualisme et la distanciation formelle par rapport aux expériences passées du fascisme.

Il y ajoute également par exemple le «désir de se présenter comme des transgresseurs et des rebelles contre un système supposé hégémonique de la gauche, qui aurait établi une dictature progressiste ou politiquement correcte».

Pour Gilles Ivaldi, chercheur à Science Po Paris, les partis d'extrême droite sont avant tout ceux qui font la promotion d'une idéologie à la fois nationaliste et autoritaire. Il distingue deux sous-familles:

La «traditionnelle», souvent considérée comme néofasciste, rassemble les groupuscules qui ont gardé la dimension antidémocratique de l'extrême droite telle qu'elle a existé dans le passé.

Et la «droite radicale», qui s'est adaptée au jeu démocratique et en accepte les règles tout en restant très critique de son fonctionnement. «Cette famille est celle de Viktor Orban, Marine Le Pen, Matteo Salvini ou encore Giorgia Meloni», explique Gilles Ivaldi.

Définir l'extrême droite reste complexe en l'absence d'un consensus sur la notion, relève Jean-Yves Camus, politologue et expert de la question, «mais aussi parce que beaucoup emploient des termes à peu près équivalents, comme droite radicale, ce qui rajoute encore un peu de complexité à l'effort de trouver une définition». Il existe tout de même un socle commun: «Nous parlons de partis nationalistes partisans qui veulent donner aux nationaux des droits supérieurs à ceux des étrangers et également hostiles à l'UE à cause de la notion qu'ils ont de la souveraineté. Ces partis ont par ailleurs une vision organique de la société, qui diffère de celle développée par la Révolution française: la citoyenneté ne s'acquiert pas par contrat, mais par une appartenance naturelle à une communauté.»

La carte que nous publions reprend la catégorisation du groupe de réflexion allemand SWP (Stiftung Wissenschaft und Politik): «Plus à droite que le Parti populaire européen». Et plus à droite que le PPE au Parlement européen, il y a le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), où siègent les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, le parti Vox espagnol ou encore le PiS polonais. Plus à droite encore, on trouve le groupe Identité et démocratie (ID), composé notamment du Rassemblement national (RN), à 28% dans les intentions de vote en France, de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ou encore de la Ligue de Matteo Salvini, membre de la coalition gouvernementale italienne. Ces partis sont au gouvernement ou le soutiennent dans sept pays.

Chapitre 2: Appétits nationalistes aiguisés et quête de dédiablement

Pourquoi cette montée en puissance? Benjamin Biard, chercheur belge au Centre de recherche et d'information socio-politiques, cite notamment la désaffection démocratique exprimée par un nombre toujours plus important de citoyens à travers l'Europe, déçus de l'incapacité des partis moins radicaux à enrayer les crises qui s'enchaînent. «Mais le vote pour l'extrême droite n'est pas qu'un vote protestataire. Nombreux sont aussi les électeurs à adhérer à l'idéologie, particulièrement lorsque le contexte s'y prête. La crise des réfugiés syriens a par exemple favorisé l'émergence et le développement rapide de l'AfD en Allemagne.» Il insiste sur le fait que beaucoup ont mis au point des stratégies visant à gagner en respectabilité. C'est le phénomène de la «dédiablement» ou «normalisation». «Pour certains électeurs, voter pour un parti d'extrême droite aujourd'hui n'est pas la même chose que voter pour ce même parti il y a quelques années. Le cas le plus illustratif est sans doute celui du RN français: aujourd'hui, moins d'un Français sur deux considère qu'il est un danger pour la démocratie. Ils étaient encore deux tiers à le penser dans les années 1990.»

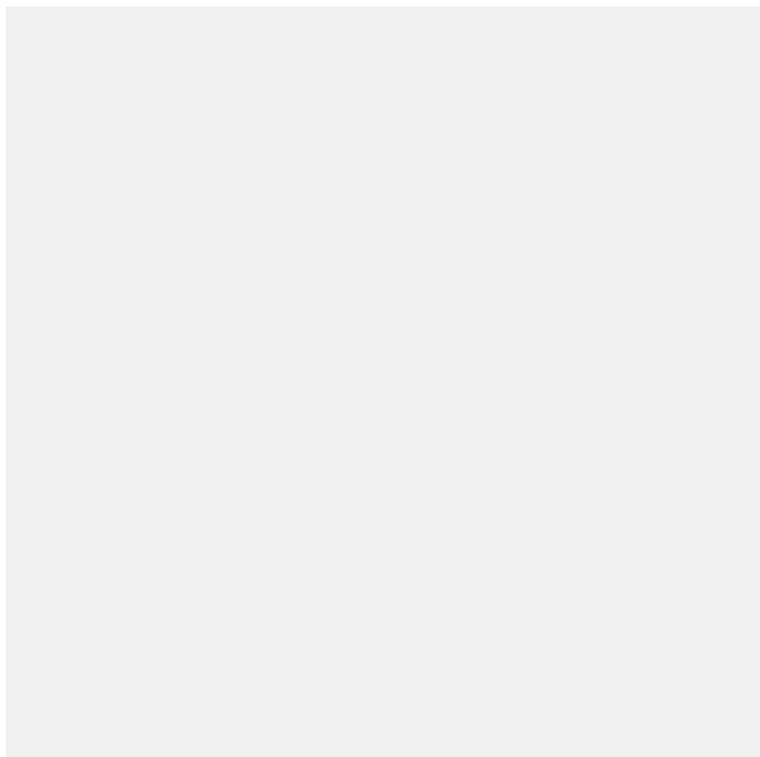
Lire aussi:

Aux Pays-Bas, le leader d'extrême droite Geert Wilders joue les trouble-fêtes

Chapitre 3: Anti-immigration, euroscepticisme et flirt avec Poutine: ce qui les rapproche

Un front commun supranational se dessine-t-il à l'extrême droite de l'échiquier politique? Rassemblées à Lisbonne fin novembre, puis à Florence début décembre, les factions d'extrême droite européennes du groupe ID ont défini un ordre de bataille en vue des élections européennes. Au centre des discours, un élément essentiel est devenu le coeur de leur union: l'immigration, qui «menace la civilisation européenne».

Autre front commun: un euroscepticisme flagrant. A Florence, George Simion, leader de l'AUR roumaine, qui pourrait devenir la deuxième force politique du pays en mars, a attaqué ces «fous de Bruxelles qui veulent créer un super Etat européen». «Même si aujourd'hui, la majorité des partis ont mis de l'eau dans leur vin s'agissant de leur euroscepticisme, ID reste une famille politique profondément anti-européenne, décrypte Gilles Ivaldi. Cette idée remonte au Front national de Jean-Marie Le Pen proposant de revenir à une Europe des nations libres et indépendantes qui coopèrent entre elles.»

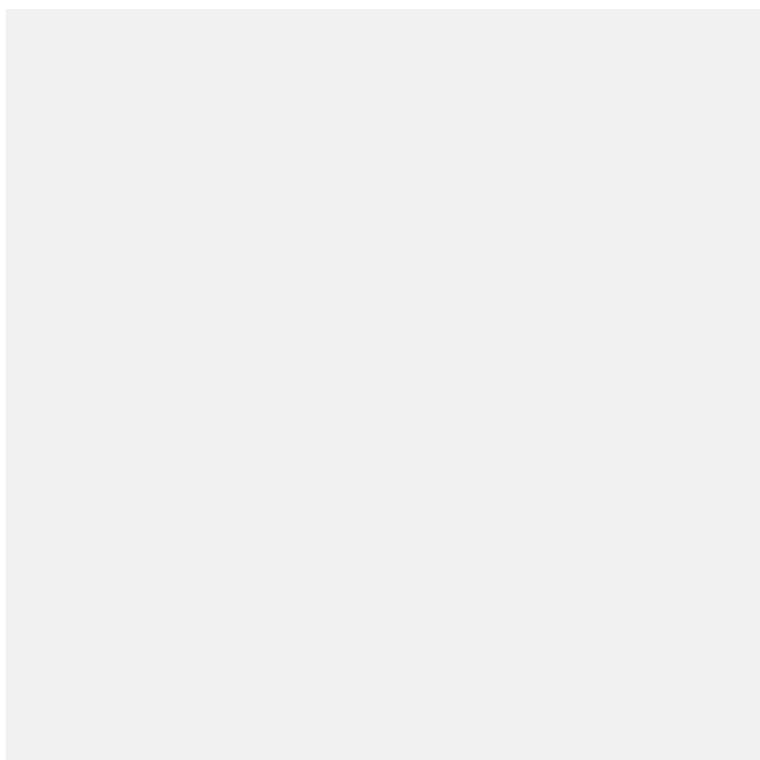


Un bus français aux couleurs de Marine Le Pen, le 19 mars 2022 à Courtenay. © GUILLAUME SOUVANT / AFP

Quitter l'Europe ou la zone euro? L'idée n'est sur la table que chez de rares partis d'extrême droite européens. Et pour cause, il est assez peu porteur dans les urnes, notamment dans certains pays qui dépendent des transferts financiers de l'UE ou de ceux de leurs ressortissants installés dans un pays de l'espace Schengen. Un double discours est donc à la manoeuvre: ne pas remettre directement en cause l'appartenance du pays à l'Union, mais vouloir en changer les règles. «Mais au fond, il y a quand même cette idée de défaire l'Europe, ajoute Gilles Ivaldi. Ces partis réclament la primauté du droit national sur le droit européen, ils vont donc à l'encontre d'un des principes fondateurs de l'UE.»

L'AfD allemande, le FPÖ autrichien, Marine Le Pen en France, Geert Wilders aux Pays-Bas ou encore le Vlaams Belang en Belgique se retrouvent aussi sur un autre point: tous ont été pro-russes et pro-Poutine. Le Rassemblement national a même bénéficié de prêts russes pour différentes campagnes, ce dont on soupçonne également la Ligue de Matteo Salvini en Italie. Mais la guerre en Ukraine leur a toutefois imposé une certaine prise de distance.

Et une fois au pouvoir, l'extrême droite tend souvent vers un même point: l'illibéralisme. «C'est une notion un peu complexe mais elle est l'idée de rester dans un régime démocratique tout en affaiblissant ses piliers comme le pouvoir des juges, le contre-pouvoir des médias, ou celui des ONG, explique Gilles Ivaldi. Ce détricotage de l'Etat de droit tout en maintenant les fondements démocratiques a été observé en Pologne sous le PiS ou en Hongrie, avec Viktor Orban.»



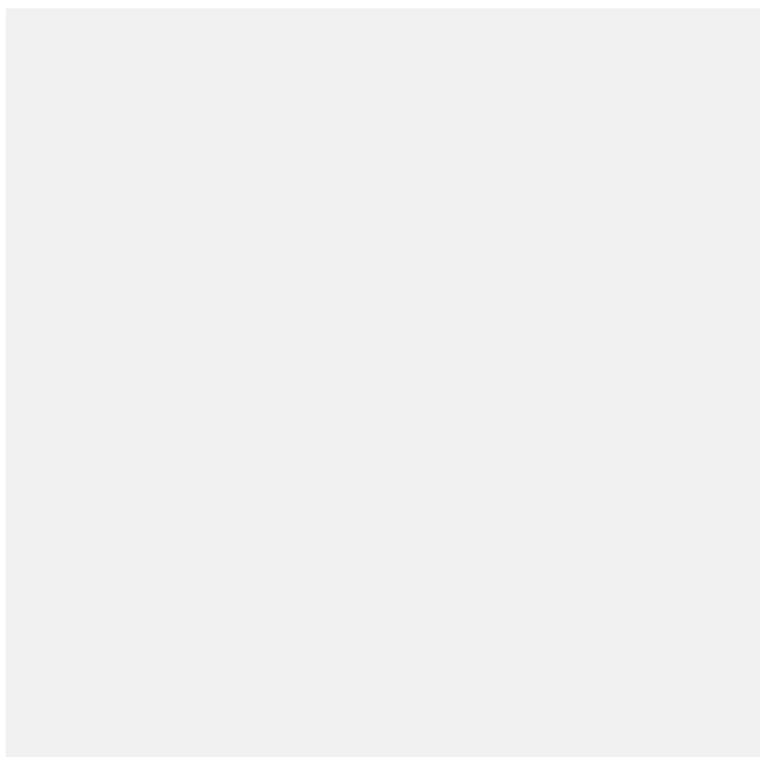
Björn Höcke, le chef de l'AfD en Thuringe, s'adresse à ses partisans lors d'un meeting à Haldensleben, dans l'est de l'Allemagne, le 28 mai 2021. © RONNY HARTMANN / AFP

Relire notre dossier: Tentations illibérales

Chapitre 4: Ce qui les sépare

L'extrême droite européenne est loin d'être un bloc uniforme. Certains désaccords fondamentaux demeurent. Première divergence? L'économie. Selon les partis, la politique est libérale ou interventionniste suivant ainsi des enjeux électoraux au niveau national. «Mais même les plus libéraux ont eu tendance à se déporter vers la gauche économiquement et à proposer une politique plus sociale ces derniers temps, détaille Gilles Ivaldi. Des propositions qui interviennent principalement à cause du contexte inflationniste.»

Autre désaccord: la stratégie. Si certains visent une «normalisation», d'autres n'hésitent pas à flirter avec des partis néonazis, à l'image de l'AfD, qui n'a cessé de se radicaliser ces dernières années, bien loin de la stratégie «costume-cravate» de Matteo Salvini ou Marine Le Pen. Les services de renseignement intérieurs allemands ont d'ailleurs annoncé vendredi 8 décembre une surveillance renforcée de l'AfD en Saxe, classant la formation d'«extrême droite confirmée». «Et les positions racistes ou homophobes du SPD tchèque ou de certains partis des pays baltes continuent d'enfermer, au moins au niveau européen, Marine Le Pen ou Geert Wilders, dans un groupe extrêmement radical.»



Matteo Salvini lors de la convention du groupe Identité et démocratie à Florence, le 3 décembre 2023. © ANDREAS SOLARO / AFP

Un autre élément vient percuter les stratégies de dédiabolisation: ces liaisons dangereuses que certains membres des partis entretiennent avec des groupuscules néonazis ou néofascistes. «Des liens individuels et interpersonnels persistent, rappelle Jean-Yves Camus. Nous parlons de participation à des réunions communes ou de la présence de certains extrémistes au sein du service d'ordre des partis d'extrême droite. Si en France, le RN interdit la double appartenance et a pris le large avec les groupuscules, elle existe dans certains pays: l'aile radicale de l'AfD, Der Flügel, a été mise sous surveillance par les renseignements. En face, les membres de certains groupuscules se disent que malgré tout, ces partis sont mieux que rien: même s'il y a des désaccords sur la ligne, il vaut mieux en être pour avoir une chance de peser sur le jeu politique.»

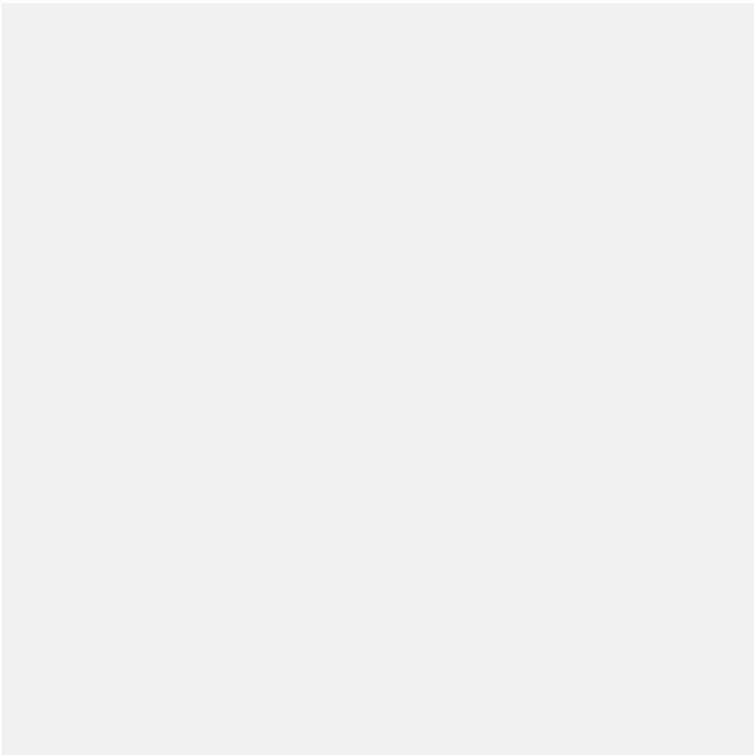
Lire encore:

Viktor Orban, un poison pour l'Ukraine au sein de l'UE

Malgré les efforts du RN, ces mauvaises fréquentations ont été l'une des lignes de fracture entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni. Cette dernière, dont le parti Fratelli d'Italia devrait prendre la tête du groupe CRE, a réussi bien plus que sa rivale à se rendre fréquentable en Italie et en Europe et refuse aujourd'hui de prendre le risque de se «rediaboliser» à son contact.

A la gauche d'ID au Parlement, le groupe CRE fait donc figure d'une extrême droite «modérée», selon Andreu Torner, chercheur espagnol de l'Université Ramon Lull à Barcelone. «Le parti polonais PiS, Fratelli d'Italia ou même Vox se sont par exemple positionnés en faveur de l'aide à l'Ukraine et de l'alliance atlantique, détaille-t-il. Leur position sur l'Europe est plus pragmatique pour une raison assez simple: le groupe rassemble des partis qui sont ou ont été au pouvoir récemment, ce qui les a empêchés d'afficher une position trop eurosceptique.»

Malgré tout, les partis réunis au sein du CRE restent alignés sur les questions d'immigration et sécuritaires, qui restent le fer de lance des programmes de l'extrême droite dans les pays du Vieux-Continent. Une même recette avec quelques spécificités locales. En Espagne, par exemple, Vox se bat contre le mouvement indépendantiste catalan. Et au Portugal, Chega a fait de la «corruption des élites» son principal combat.



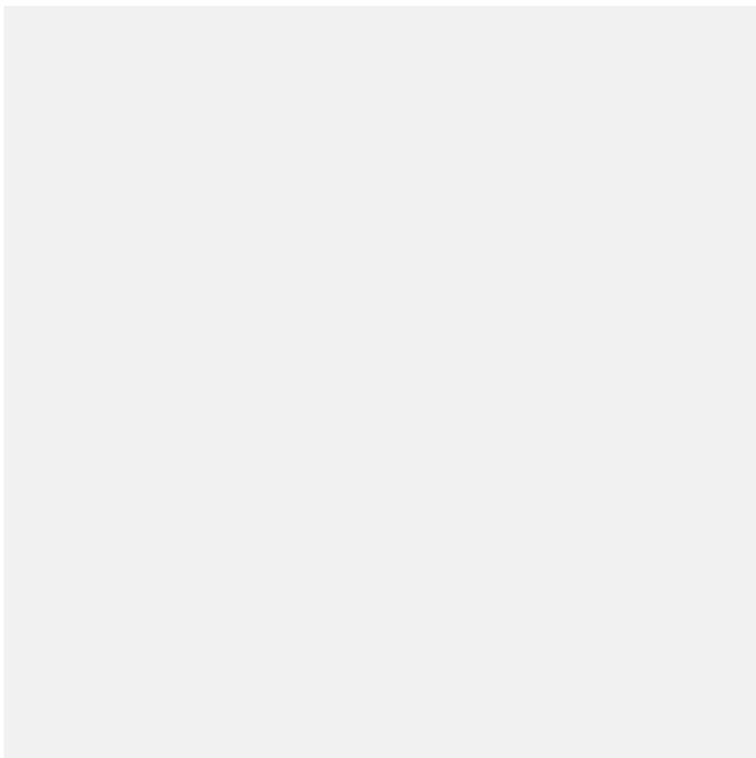
André Ventura, leader du parti portugais Chega, aux côtés de Marine Le Pen (RN) et de Tino Chrupalla (AfD), lors d'une conférence de presse au parlement portugais, le 24 novembre 2023 à Lisbonne. © JOSE SENA GOULAO / KEYSTONE

Chapitre 5: Une galaxie en ordre de bataille aux ordres de Marine Le Pen

A six mois des élections européennes (6-9 juin 2024), les yeux sont rivés sur le RN de Marine Le Pen, qui devrait devenir le chef de file incontesté du groupe ID. L'objectif est simple: grossir les rangs du groupe afin de rivaliser avec le CRE de Giorgia Meloni qui pourrait, elle, se rapprocher du PPE. «Le cordon sanitaire» qui visait à exclure l'extrême droite de toute majorité politique n'est plus. «Il existe encore quelques exceptions comme Donald Tusk ou le CDU de Von der Leyen qui refusent ce type de coalition, tempère Andreu Torner. Mais la droite tend quand même à légitimer le discours de l'extrême droite dans le but de s'allier avec cette dernière.»

Les meetings communs ou les autocongratulations entre les leaders de l'extrême droite n'étonnent donc plus personne, tout comme le fait de voir, à Florence, la tête de liste RN pour les élections européennes Jordan Bardella monter à la tribune aux côtés d'alliés ouvertement homophobes, racistes, complotistes ou climatosceptiques. «Mais nous ne sommes pas des clones», répète Marine Le Pen, lors de chaque meeting, soucieuse de sa «dédiabolisation» en marche.

Car malgré quelques désaccords programmatiques, le RN se doit d'aller à la pêche aux extrêmes. «Les règles pour la formation d'un groupe au Parlement européen sont assez strictes, détaille Jean-Yves Camus. Il faut un nombre minimum d'élus venant d'au moins un tiers des pays membres. Et tout vous pousse à former un groupe: les non-inscrits [46 sièges actuellement, ndlr], n'ont que très peu de temps de parole, de collaborateurs, de bureaux, de budget, de vie en somme au sein du Parlement.» Une volonté de consensus et de regroupement qui tiendrait donc plus au fonctionnement européen qu'à une réelle idée d'alliance des extrêmes.



Réunion du FPÖ autrichien, le 1er mai 2023 à Linz. © WERNER KERSCHBAUMMAYR / KEYSTONE

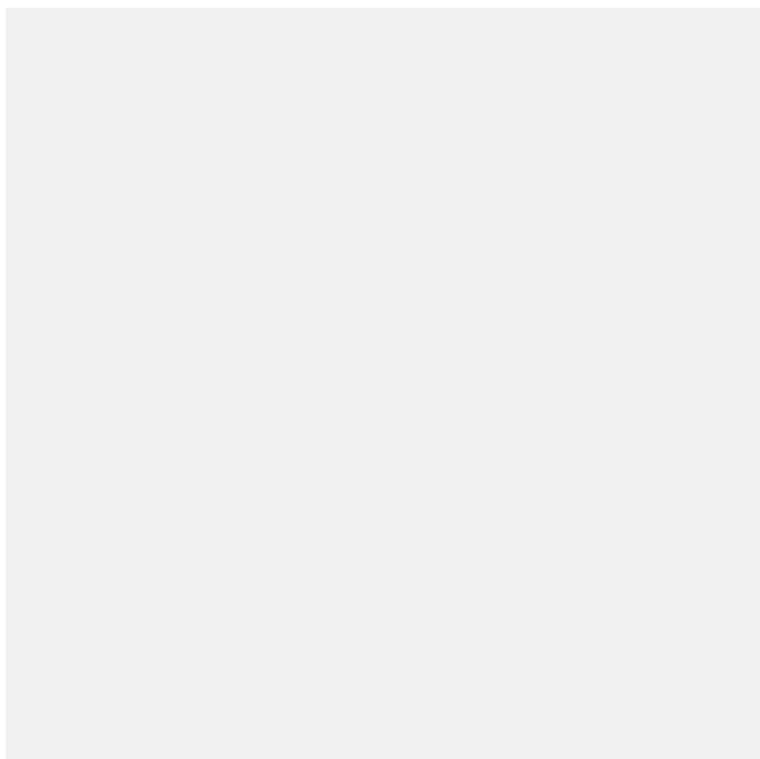
C'était pourtant le rêve du controversé Steve Bannon. L'ex-stratège de Donald Trump a créé en 2017, à Bruxelles, «The Movement», une organisation politique censée fédérer les partis populistes en Europe en vue des élections européennes de 2019. Mais il n'a pas obtenu le succès espéré. Autre projet qui a fait un flop: son «académie» pour «former des dirigeants d'extrême droite» et «défendre l'Occident judéo-chrétien» dans un vieux monastère de l'arrière-pays romain. Le gouvernement italien a mis fin au projet en juin 2019, pour non-respect des obligations contractuelles. Steve Bannon n'a jamais caché son admiration pour «les femmes Le Pen». «Salvini, Orban, Le Pen ne veulent pas détruire l'UE, ils veulent la réformer de l'intérieur, en faire une union d'Etats-nation indépendants et c'est ça qui va renforcer l'Europe», plaidait-il, en mai 2019, sur RMC et BFMTV, à quelques semaines du scrutin. Empêtrée dans des affaires judiciaires aux Etats-Unis, son ombre n'a pas encore plané sur les élections européennes de 2024.

Lire: Steve Bannon, le fantôme de l'extrême droite européenne

«Si tous ces partis sont en contact quotidien à Bruxelles et travaillent ensemble, ils n'en restent pas moins des partis nationalistes, ajoute Jean-Yves Camus. Certaines choses coïncident, comme le statut du Tyrol entre nationalistes italiens et autrichiens.» Alors, pour gommer les divergences au sein de ses rangs, ID met l'accent sur l'ethno-régionalisme: faire monter l'idée d'une «civilisation européenne» défendue par «une vague patriotique».

«Cette idée de vague et d'élections gagnées pays par pays par l'extrême droite renforce indirectement le groupe ID, qui a souffert de défections lors de la dernière législature, explique Andreu Torner. Il y a eu le départ de députés du RN vers le parti Reconquête d'Eric Zemmour, d'autres de La Lega qui ont rejoint les rangs de Fratelli d'Italia, ainsi que le départ des Vrais Finlandais qui ont quitté ID à cause de leurs alignements pro-russes pour rejoindre le CRE. C'est pour cela que les partis s'entraident aussi pour remporter des scrutins nationaux et s'autocongratulent dès que l'un ou l'autre remporte une élection.» Chaque année, à Budapest, Viktor Orbán organise un grand rassemblement de la droite à l'image de la CPAC américaine. Un rendez-vous hongrois devenu celui des ultra-conservateurs européens.

L'odorat aiguisé, le groupe ID avait fait le pari de Lisbonne pour tenir son congrès du 24 novembre dernier, où il était accueilli par André Ventura, patron du parti Chega. Un pari gagnant: deux semaines plus tôt, le gouvernement socialiste portugais d'Antonio Costa tombait à la suite d'affaires de trafic d'influence, entraînant la convocation d'élections législatives anticipées le 10 mars prochain. «Je suis entouré de leaders de partis politiques qui ont eu une croissance extraordinaire dans leur pays. Ce sont des signes que ce changement est peut-être proche d'arriver, comme il est arrivé aux Pays-Bas», déclarait André Ventura aux côtés de Marine Le Pen. A Florence, deux semaines plus tard, Matteo Salvini était déjà en campagne. Il avait une chose à montrer aux Italiens: dans la Péninsule, l'euro-sceptique, c'est bien lui. Et pas une Giorgia Meloni «aux ordres de Bruxelles».



Le premier ministre hongrois Viktor Orban, le 26 octobre 2023, au sommet européen de Bruxelles. © Pier Marco Tacca / Getty Images

Chapitre 6: Une menace pour le Parlement européen

Bruxelles et Strasbourg tremblent. Et si les Eurosceptiques venaient à menacer les forces proeuropéennes du Parlement européen? Le risque que l'UE devienne «ingouvernable» relève à ce stade encore du fantasme. Mais selon le baromètre électoral de *Politico* en date du 13 décembre, l'extrême droite réunie au sein d'ID remporterait 85 sièges (contre 64 aujourd'hui) et prendrait ainsi le dessus sur les Conservateurs et réformistes européens (CRE), crédités de 79 sièges (64 actuellement). En résumé: 23% des sièges iraient aux deux groupes de la droite radicale du Parlement européen, au détriment notamment de Renew Europe et des Verts. A noter que des partis comme le Fidesz hongrois de Viktor Orban ne siègent dans aucun des deux groupes, mais avec les non-inscrits.

Consultez la composition du Parlement européen et la projection 2024 de Politico

Pour Eric Maurice, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman, «cette montée en puissance se constate au Parlement européen depuis plusieurs élections et celles de 2024 risquent de laisser celui-ci sans majorité solide politiquement, avec une extrême droite capable de perturber les équilibres sur chaque texte». «Lorsque l'on regarde les Etats membres qui ont le plus de députés au Parlement, tous risquent d'envoyer un fort contingent nationaliste et d'extrême droite (Allemagne, France, Italie, Pologne, Espagne si Vox capitalise sur la question catalane, Pays-Bas et Belgique). Le problème de ces partis est qu'ils n'arrivent pas à s'organiser pour constituer un groupe puissant», analyse-t-il.

Les partis d'extrême droite sont très divisés au Parlement européen, confirme Jérôme Jamin. «Certains sont des catholiques conservateurs homophobes (Pologne et Hongrie), d'autres ont réussi à opérer un changement d'image vers la dédramatisation (Italie et France), avec pour conséquence qu'ils n'attirent plus les électeurs radicaux, racistes ou antisystèmes. D'autres enfin sont très particuliers comme Geert Wilders, qui prétend défendre les homosexuels, l'égalité homme-femme et les juifs contre les musulmans jugés intégristes voire terroristes. Des positions qui ne plaisent pas à tout le monde.»

Lire aussi:

En Hongrie, l'intraitable contre-révolution culturelle de Viktor Orban

Il arrive que des partis qui soutiennent l'extrême droite au pouvoir soient sanctionnés. Les Socialistes & Démocrates ont par exemple décidé de suspendre leurs trois eurodéputés slovaques, du SMER-SD, le parti de Robert Fico, parce que ce dernier, victorieux aux législatives du 30 septembre, a tendu la main à l'extrême droite en signant un accord de coalition.

Le PPE a lui mis dix ans à se séparer du Fidesz, le parti du premier ministre hongrois Viktor Orban, qui, face à la pression croissante, a fini par claquer lui-même la porte du groupe en mars 2021. Désormais, la question que tout le monde se pose est la suivante: vers qui le Fidesz va-t-il se tourner? La création d'un nouveau groupe, grâce à certaines alliances, reste aussi possible. Des tractations sont en cours.

Les prochains scrutins à surveiller

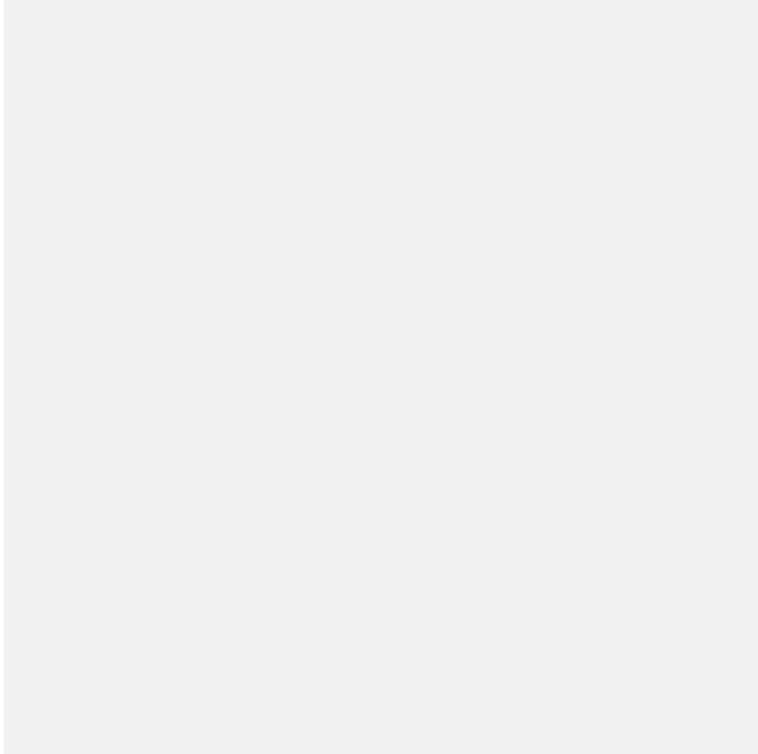
La Roumanie, prochaine sur la liste? AUR (Alliance pour l'unité des Roumains), un parti ultranationaliste, pourrait faire une

percée significative lors des législatives de mars 2024. Selon l'institut de sondage Inscop, le gouvernement au pouvoir sociaux-démocrates de gauche (PSD) et libéraux de centre droit (PNL) ne devrait pas obtenir une majorité absolue. AUR pourrait remporter 20% des voix. Autre pays à surveiller: le Portugal, également en mars. Le parti Chega, actuellement crédité de 15% des intentions de vote, pourrait faire un score historique. En Belgique aussi, l'extrême droite progresse. Le Vlaams Belang se hisse en tête des sondages en Flandre, avec plus de 25% des intentions de vote pour les élections législatives du 9 juin 2024. En 2014, il était à moins de 6%. En Autriche, le FPÖ est crédité de 30% des intentions de vote aux législatives de septembre.



Chapitre 7: Et la Suisse dans tout ça? La drôle de danse de l'UDC

Mouvement populiste patriotique, conservateur et nationaliste, avec une rhétorique parfois proche de l'extrême droite? Alors que des experts s'écharpent sur la qualification du positionnement l'UDC Suisse, les liens troubles entre le parti et des éléments d'ultra-droite reviennent régulièrement sur le tapis. La proximité de membres de l'UDC avec le groupuscule d'extrême droite Junge Tat, dans le viseur du Service de renseignement de la Confédération mais aussi d'Europol, a récemment fait polémique. Et le président de l'UDC Marco Chiesa s'est muré dans le silence. En novembre dernier, un membre des Jeunes UDC du canton de Thurgovie a fini par être exclu du groupe et la présidente de l'UDC Winterthur a été poussée à la démission après avoir embauché des membres de Junge Tat pour sa campagne. En 2005, c'est l'Argovien Pascal Trost qui s'était fait éjecter pour sa fréquentation du PNOS (Partei National Orientierter Schweizer). D'autres sections de l'UDC ont par le passé expulsé des sympathisants néonazis. A Genève, il y a eu le cas Pascal Junod, contraint à la démission en 1999.



Junge Tat manifeste le 22 janvier 2022 à Berne. © STRINGER / KEYSTONE

Pour l'UDC, qui réfute véhiculer une idéologie d'extrême droite, se débarrasser d'éléments problématiques qui cherchent à l'infiltrer devrait être une priorité. Mais elle ne le fait pas toujours. Ou alors sous pression. Pour l'historien Damir Skenderovic, de l'Université de Fribourg, «l'UDC devrait condamner plus clairement l'extrême droite et réfléchir à ses liens avec le mouvement ces trente dernières années». Il qualifie le parti de «droite populiste», «et même ces termes sont rarement utilisés en Suisse alémanique».

Lire également:

En Suisse alémanique, le trouble jeu entre l'UDC et l'extrême droite

Quid des liens avec la droite dure européenne? Des partis nationalistes félicitent l'UDC à chacune de ses victoires et s'en inspirent. L'affiche des moutons noirs a beaucoup été copiée, par le Front national et l'AfD notamment. Ce qui fait dire à Damir Skenderovic que «l'UDC est un produit d'exportation pour la droite populiste européenne». «Mais, dans le sens inverse, des UDC se rendent à des meetings de certains partis populistes européens. Ulrich Schlüer tissait par exemple des liens avec le FPÖ autrichien et Oskar Freysinger a soigné ses contacts avec des figures comme Geert Wilders ou Eric Zemmour.»

L'UDC préfère parler de «cas isolés». «Elle tient un discours de *Sonderfall*, en refusant d'être comparée avec ces partis, qui eux ont tout intérêt à s'unir pour augmenter leur pouvoir au Parlement européen. Mais en même temps, des représentants de la droite populiste mondiale sont régulièrement invités en Suisse: Steve Bannon en 2018, Viktor Orbán il y a quelques semaines pour l'anniversaire de la *Weltwoche* de Roger Köppel, ou la cheffe de l'AfD Alice Weibel, qui était à l'Albisgütli en janvier.» L'UDC tient un double discours.

Portrait:

Roger Köppel, le paradoxe de Kloten

Pour Gilles Ivaldi, «l'UDC est un parti démocratique membre du gouvernement, mais qui a repris à son compte les grands thèmes de la droite radicale sur l'immigration, sur l'autorité et sur l'UE». Il ajoute: «C'est aussi un parti fortement eurosceptique. Il entre donc pleinement dans cette famille de droite radicale: ce n'est pas l'extrême droite au sens de l'ultra-droite, mais la droite radicale comme sous-famille de l'extrême droite.»

Lire également, l'opinion d'Oscar Mazzoleni:

Partis politiques suisses: doit-on parler d'extrémisme de droite?